

## **QATAR : L'ETAT**

### **« DANS LA GUEULE DU LOUP » ?**

Bureau Central, le 10 juin 2015 - N° 08/15



Le vendredi 5 juin, le Président de la République a décoré des insignes d'officier de la Légion d'Honneur Son Excellence Akbar al Baker, PDG de Qatar Airways et « leader » du développement du nouvel aéroport international de Doha, comme le précise sa biographie. Accessoirement, nous avons appris au travers d'une célèbre vidéo de M. de Juniac aux entretiens de Royaumont que ce personnage méritant considérait que la place des grévistes était en prison !

On ne peut que s'étonner de cette haute reconnaissance de l'Etat, notre principal actionnaire, vis-à-vis d'un de nos principaux concurrents. Il est d'ailleurs curieux de constater que la personnalité récompensée est le principal acteur de l'aviation civile du Qatar, et non un dignitaire militaire que l'on aurait pu récompenser en contrepartie de l'achat des « Rafale » par le Qatar. Doit-on alors s'attendre à une prochaine « méga-commande » d'avions Airbus au prochain salon du Bourget ?

Quelle qu'en soit la raison, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement de cette reconnaissance officielle avec les « fortes rumeurs » d'attribution de nouveaux droits de trafic à Qatar Airways vers Lyon et Nice.

Le syndicat **Force Ouvrière** déplore fortement cette attitude de l'Etat actionnaire qui semble faire peu de cas des intérêts de notre entreprise.

Notre syndicat s'étonne encore plus du silence de l'entreprise, notamment sur l'attribution de ces droits de trafic. Face aux dangers que représente pour notre entreprise la concurrence déloyale des compagnies du Golfe, notre syndicat a déjà pris l'initiative de lancer une pétition sur Internet pour dénoncer les gages que donne l'Etat actionnaire aux pays du Golfe en échange de transactions commerciales réelles, mais aussi parfois sans suite.

**<http://www.petitions24.net/signatures/sacdef/>**

**Nous vous engageons donc, si ce n'est pas déjà fait, à signer cette pétition et à la faire connaître autour de vous.**

Le Secrétaire Général

Christophe Malloggi